

REVUE DE PRESSE

Le nouvel
Observateur

Congrès du PS : l'aile gauche rompt la formation

L'aile gauche dansait d'un pied sur l'autre depuis plusieurs semaines. Fallait-il rejoindre la motion [Ayrault Aubry](#), pour peser de l'intérieur, ou faire une motion de son côté comme en 2008 ? Le couperet est tombé et l'aile gauche du [PS](#) a tranché. Ou plutôt s'est tranché elle-même. En deux. Une partie – les amis de [Benoît Hamon](#) – rejoint la motion principale, tandis que l'autre moitié crée sa propre motion et ira au congrès de Toulouse de son côté. Les dissidents ont pour noms Emmanuel Maurel, secrétaire national du parti, connu comme l'organisateur en chef du raout de la Rochelle, Jérôme Guedj, député et président du Conseil général de l'Essonne et Marie Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris et mur porteur de la mansarde gauche de la maison socialiste.

Le TSCG, l'ennemi commun

Les amis d'hier, réunis depuis 2008 dans le courant "Un monde d'avance", prennent donc des routes différentes. Devant la Mutualité à Paris, où se déroule le conseil national du parti, les camps se regroupent chacun dans leur coin. "On est toujours d'accord sur le fond", explique Emmanuel Maurel, le premier signataire de la motion intitulée "Maintenant la gauche !" "Mais on a des différends stratégiques. Les autres (Hamon et ses proches, ndlr) pensent qu'il vaut mieux peser au sein de la motion majoritaire. Nous on pense qu'on peut aider le gouvernement en faisant vivre le débat au sein du parti."

Pouria Amirshahi, député des Français de l'étranger passe à côté d'eux. Lui a fait le choix de rejoindre la motion majoritaire, mais l'ambiance est cordiale. Le député des Français de l'étranger lâche dans un éclat de rire. "Il y a l'épaisseur d'une feuille de papier de cigarette entre nous !" Plutôt celle d'une feuille de motion. L'aile gauche distribue d'ailleurs la sienne sous le chêne de la Mutualité.

Il est vrai que sur l'essentiel, l'aile gauche s'accorde toujours. Ils ont en commun une opposition résolue au traité européen de stabilité que Hollande veut faire voter. Pascal Cherki, proche de Hamon, qui a rejoint la motion principale malgré sa position anti TSCG, assume la contradiction : "Vous verrez, il y aura 20 députés qui vont assumer de ne pas voter le texte. Mais au sein du parti, on pose un acte de responsabilité en participant à la motion Ayrault –Aubry. On est quatre mois après la victoire de [François Hollande](#), ça ne sert à rien de sortir la boîte à baffes."

L'aile gauche, combien de divisions?

Les proches de Hamon assurent avoir "un accord politique avec François Hollande". "Vous avez remarqué qu'il n'a pas parlé du vote sur le traité à la télé. Ce sont les autres qui en parlent à sa place", glisse Cherki. Mais l'accord politique a surtout été négocié avec les autres participants de la motion. Ils sont parvenus à

s'entendre à 22 heures mardi soir. Les hamonistes affirment avoir exigé et obtenu 30 postes au conseil national. "On a dû leur faire peur", s'amuse Régis Juanico, le député de la Loire, qui affiche un air satisfait. "On a menacé de faire une motion de notre côté s'il ne nous donnait pas ce qu'on pèse." Le courant garde également des postes clés au secrétariat national, comme celui de Juanico, qui tient les cordons de la bourse du parti. "Personne ne veut du poste de trésorier", rigole-t-il.

De leur côté, Maurel, Guedj et Lienemann obtiendront des postes en fonction du score de leur motion au Congrès, s'ils franchissent la barre des 5%. "Ce n'est pas sûr qu'ils soient au dessus s'il y a [beaucoup de petites motions](#)", prédit Cherki. Mais la motion dissidente affiche sa confiance. Ils savent que beaucoup de militants, agacés par le verrouillage opéré par le tandem Ayrault-Aubry, pourraient être tentés de voter pour une autre motion. "C'est difficile pour les militants. On sort d'une phase avec les primaires ou il y a eu une grande ouverture du parti. Ils peuvent avoir en ce moment une impression de renfermement", explique Maurel. "Ce congrès n'est pas une questions de personne, on veut débattre du fond. Depuis que François Hollande a été élu, la question du leadership dans le parti est close." En revanche, au sein de l'aile gauche, elle est plus que jamais grande ouverte.

Conférence environnementale : que peut-on en attendre ?

"Un moment de vérité", "un vrai test" : à quelques heures de l'ouverture de la conférence environnementale qui se tiendra les 14 et 15 septembre à Paris, [François Hollande](#) et [Jean-Marc Ayrault](#) sont attendus au tournant. Ce premier grand rendez-vous écologique du quinquennat "permettra de juger si le gouvernement a une ambition à la hauteur des enjeux qui sont aujourd'hui les nôtres", estime Nicolas Hulot dans "[Le Monde](#)". Promise pendant la campagne par le candidat Hollande et programmée cinq ans après le Grenelle, la conférence est censée relancer un dialogue environnemental au point mort entre Etat, ONG, entreprises, syndicats et élus. Elle doit aussi aboutir à une feuille de route pour les années à venir.

L'heure n'est plus à l'écologie fraîche et joyeuse du Grenelle. La crise économique a relégué l'environnement au second plan et interdit toute ambition démesurée. Le gouvernement n'en fait pas mystère. Depuis l'éviction de Nicole Bricq du ministère de l'Environnement jusqu'au "[nucléaire](#), filière d'avenir" d'[Arnaud Montebourg](#), en passant par le soutien de [Delphine Batho](#) au très contesté projet d'aéroport Notre-Dame-des-Landes, "il n'y a ni vision ni détermination", juge Nicolas Hulot. Les cinq tables rondes thématiques, auxquelles participeront 14 ministres, prouveront-elles le contraire ?

La plus en vue : la transition énergétique

Delphine Batho la présidera, Arnaud Montebourg en sera... Les enjeux énergétiques tiendront sans aucun doute le haut du pavé. Car une fois promise la réduction de la part du nucléaire dans la production électrique – de 75 à 50% d'ici 2025 – comment fait-on ? La table ronde doit préparer le débat national sur l'énergie qui s'ouvrira en octobre et se poursuivra jusqu'en 2013 (calendrier, pilotage...).

Sujets sensibles au menu : les forages pétroliers offshore, notamment ceux de Guyane [qui ont coûté son poste à Nicole Bricq](#) ; les gaz de schiste, eldorado énergétique pour les industriels et désastre écologique

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

pour les ONG, auxquels [Delphine Batho a opportunément rappelé son opposition](#) à la veille de la conférence ; le chantier pharaonique de la rénovation thermique des logements anciens (8 milliards d'euros au bas mot) pour lequel des réponses sont attendues lors de la conférence ; les énergies renouvelables, pénalisées par l'instabilité tarifaire, par une réglementation compliquée et par une concurrence chinoise massive.

Et puis bien sûr l'avenir du nucléaire. [Greenpeace a réclamé mardi 11 septembre un moratoire](#) sur les investissements prévus à la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), dont la fermeture est actée d'ici 2017. Le collectif d'associations Rassemblement pour la planète (qui compte dans ses rangs Générations futures) plaidera pour sa part pour la création d'une filière spécialisée dans le démantèlement des réacteurs nucléaires.

La plus nouvelle : les risques sanitaires environnementaux

Maladies cardio-vasculaires, cancers, diabète, obésité... Les maladies chroniques touchent 24 millions de Français et représentent 83% des dépenses de santé. Au risque de faire exploser le système. Or leur lien avec les évolutions environnementales ne fait pas de doute. Exemples : les particules fines présentes dans l'air, générées par les fumées de diesel (60% du parc automobile en France), sont responsables de 40.000 décès prématurés chaque année, et l'effet dévastateur des perturbateurs endocriniens (bisphénol A, phtalates...) occupe [une place grandissante dans le débat public](#).

Idem en ce qui concerne la toxicité des pesticides. La France s'était engagée au Grenelle à en réduire l'usage de 50% entre 2008 et 2018. On en est à 2,5%... d'augmentation ! Le Rassemblement pour la planète réclame ainsi la mise en place d'une vraie gouvernance et de financements pour réaliser les objectifs du plan Ecophyto visant à en réduire l'utilisation. [Marisol Touraine](#), ministre des Affaires sociales et de la Santé, présidera la table ronde.

La plus stratégique : la fiscalité écologique

Nombre de secteurs bénéficient d'une fiscalité réduite sur les carburants, comme l'aviation, la pêche ou le transport routier. Rien ne devrait changer pour l'aviation qui doit désormais acheter des quotas d'émissions de CO2 au niveau européen. Mais pour les autres ? Des ONG réclament la suppression de l'exonération de taxes sur le diesel pour les flottes d'entreprises. Au-delà, Pierre Moscovici, ministre de l'Economie, et Jérôme Cahuzac au Budget, sauront-ils remettre au goût du jour la "taxe carbone" (ou "contribution climat-énergie") enterrée en 2010 ? Elle présente le double avantage de modifier les comportements et de créer de nouvelles ressources pour un Etat aux abois. Mais la loi qui devait l'instaurer en 2010 s'est heurtée à la censure du Conseil constitutionnel pour rupture d'égalité devant l'impôt, avant d'être jugée trop dangereuse pour la compétitivité des entreprises françaises. De même, Nicolas Hulot prévient dans "Le Monde" : "La fiscalité écologique ne peut pas être abordée par la seule création d'un impôt supplémentaire. Il est nécessaire de développer une vision d'ensemble afin de convaincre les Français, et notamment les classes moyennes et les plus défavorisées, qu'on ne chargera pas davantage leur barque".

La plus discrète : la biodiversité

Tous les sept ans, l'équivalent d'un département français est artificialisé, c'est-à-dire transformé en lotissements, en infrastructures de transports et autres zones commerciales. Au détriment des terrains agricoles et de la biodiversité. Papillons, abeilles et coquelicots : qui s'en soucie ? Pourtant, il y a urgence. Les espèces disparaissent à grande vitesse, sur terre et sur mer. Plusieurs ONG réclament la limitation à

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

10% de l'artificialisation des sols, aujourd'hui à 8,5%. Ce qui passe notamment par une [réévaluation de certaines subventions ou exonérations néfastes à l'environnement](#). L'association France Nature Environnement (FNE) va jusqu'à demander une loi "zéro artificialisation nette du territoire" d'ici 2025. Les projets jugés "inutiles et absurdes" par FNE seraient ainsi abandonnés. Exemples ? Le canal Seine-Nord-Europe ou... l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. A bon entendeur.

La plus méthodologique : la gouvernance

Comment impliquer davantage les citoyens dans les décisions environnementales ? La conférence doit permettre de mieux cadrer le dialogue en la matière, au niveau des collectivités, des entreprises, mais aussi des citoyens : "Chaque mairie pourrait organiser des débats sur des thèmes locaux – énergie, biomasse... - et que les résultats remontent à la Commission nationale du débat public. Cela donnerait lieu à des scénarios sur lesquels le gouvernement s'appuierait", imagine Patrick Pierron, secrétaire national à la CFDT en charge du développement durable.

Reste la question du financement de la transition écologique. Un point qui traversera toutes les tables rondes et qui pourra faire la différence avec les vœux pieux du Grenelle : "On ne veut plus de bonnes intentions tous azimuts sans financement, insiste Patrick Pierron. Il faut qu'à la fin de la conférence, les priorités d'investissements et leurs modalités, public, privé ou mixte, soient fixées". Le rôle majeur que pourrait jouer la Banque publique d'investissement, dont les contours ne sont pas encore totalement définis, est dans tous les esprits. Sera-t-elle la grande banque de la transition écologique ?



Hollande et Ayrault en baisse dans les sondages

Près de 53% des Français ne font pas confiance au président François Hollande, et c'est le cas aussi pour 48% à l'égard de Jean-Marc Ayrault, selon l'observatoire CSA-Les Echos.

Une majorité absolue des Français (53%) ne font pas confiance au président [François Hollande](#), et c'est le cas aussi pour une majorité relative (48%) à l'égard du Premier ministre [Jean-Marc Ayrault](#), [selon l'observatoire CSA-Les Echos](#) publié jeudi.

En un mois, le chef de l'Etat perd 6 points (43% seulement lui font confiance pour "affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent actuellement au pays", 4% ne se prononcent pas). Le Premier ministre en perd 7 (42% seulement lui font confiance, 10% sont sans opinion).

Il s'agit de la première enquête d'opinion réalisée après l'[entretien télévisé de François Hollande](#) dimanche dernier.

La baisse de confiance envers François Hollande est surtout sensible chez les ouvriers (35%, -21 points), les cadres et les professions libérales (-12), ainsi que chez les sympathisants du Front de Gauche (-15) et du FN

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

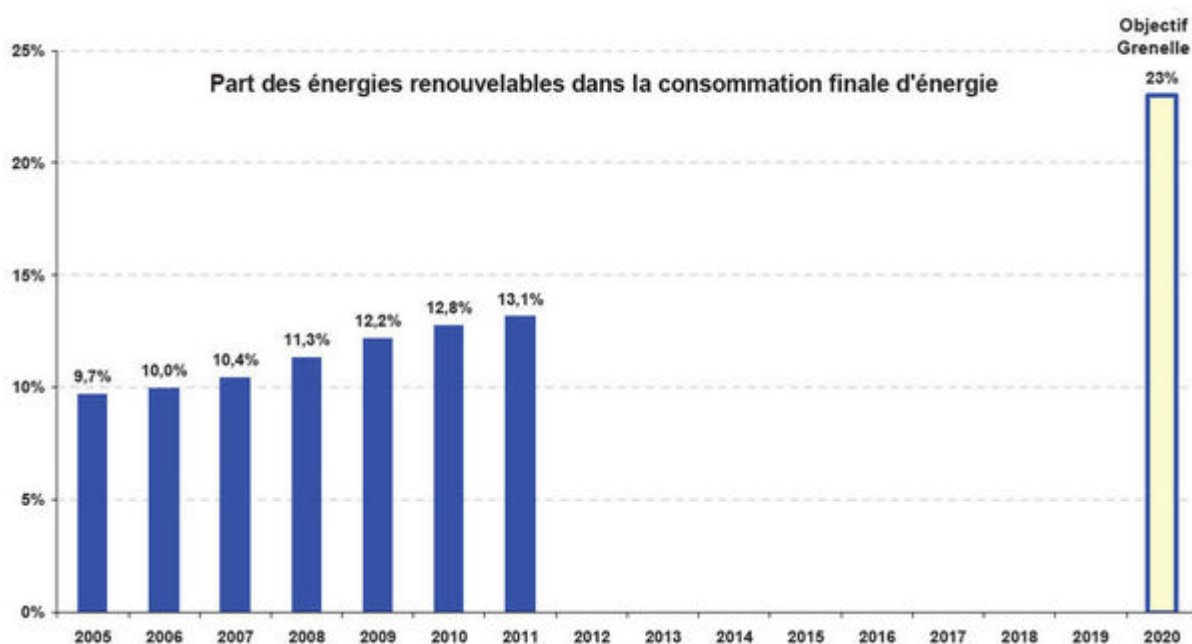
FDESР du Pas de Calais

(-21). A l'inverse, sa cote de confiance progresse de 3 points chez les personnes de 65 ans et plus (47%) et de 7 chez les sympathisants du PS (91%).

D'une manière générale, la cote des personnalités politiques est en baisse. François Fillon reste en tête des préférences, avec 52% d'images positives (-3), devant [Manuel Valls](#) (48%, -1) et [Alain Juppé](#) (48%, -5). La présidente du FN [Marine Le Pen](#) ne profite pas de ce reflux (27% d'avis positifs, en recul de 4 points).

Environnement: le Grenelle a-t-il rendu la France plus verte?

Alors que s'ouvre vendredi la Conférence environnementale pour la transition écologique, un rapport fait le bilan sur l'avancement des objectifs du Grenelle de l'environnement et les résultats du paquet législatif et fiscal qui avait suivi.



ENERGIE- La part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie atteint 13,1 % en 2011, pour une cible à 23 % en 2020. D'autres dispositions du Grenelle ont pris du retard, ou n'atteindront simplement pas leur but.

SOeS 2012

Le Président de la République François Hollande doit donner ce vendredi le coup d'envoi du premier chantier vert de son quinquennat : la [Conférence environnementale](#) pour la transition écologique. A cette occasion, l'inspecteur général des Finances Thierry Wahl remettra son rapport définitif sur l'état d'avancement des objectifs du Grenelle de l'environnement, fixés en 2009 (Grenelle I) et 2010 (Grenelle II). L'Expansion.com décortique une [première version](#) de cette étude et revient sur les réussites et les échecs de la politique de Nicolas Sarkozy en la matière.

Les réussites

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

Bâtiment: l'objectif est de réduire les consommations du parc des bâtiments existants d'au moins 38% pour 2020, soit évoluer d'une consommation moyenne de 212 kWh par m² et par an en 2006 à 131 kWh. L'étude, qui porte sur un panel de 3000 ménages, montre que la consommation moyenne se chiffre en 2010 à 195 kWh, et suit donc une courbe favorable qui devrait atteindre l'objectif à échéance.

Transports : les [émissions annuelles](#) de gaz à effet de serre dans le secteur des transports doivent être ramenées au niveau qu'elles avaient atteint en 1990, soit 119 million de tonnes équivalent CO2 par an. En 2011, elles se chiffraient à 132,5 millions de tonnes, et devraient continuer à décliner selon le rapport. La part du transport collectif (train et autobus) dans le transport intérieur a déjà dépassé son objectif qui était de retrouver son niveau de 2006, soit 14% du total des voyageurs transportés par kilomètre. Or elle atteignait déjà 16% en 2011.

Recyclage des déchets ménagers : la production annuelle moyenne d'ordures ménagères par habitant est passée de 391 kg en 2007 à 374 kg en 2009. L'objectif à atteindre, proche, est de 363 kg en 2013. De plus, la part de ces déchets orientée vers le recyclage, 35% en 2012, atteint le seuil souhaité pour cette année. Elle doit atteindre 45% en 2015.

Emplois " verts " : le Grenelle n'a pas fixé d'objectifs chiffrés pour les emplois dans les secteurs verts. Néanmoins, à l'heure où le chômage atteint des niveaux jamais vus depuis 14 ans, il faut souligner que l'emploi dans les écoactivités progresse plus rapidement que l'emploi intérieur total de l'économie française. Pour 100 emplois " classiques " créés en 2012, 136 emplois ont été créés dans les secteurs verts.

Les retards

Construction BBC : la France ne construit pas encore suffisamment de bâtiments à basse consommation, c'est-à-dire inférieure à 50 kWh par m² et par an en moyenne. La part des BBC dans la construction neuve en 2012 est de 49,2%, alors qu'elle devait être généralisée à l'ensemble du marché cette année. Néanmoins, cette proportion n'était que de 7% en 2010, ce qui constitue déjà une avancée.

Emissions des véhicules particuliers : malgré la mise en place d'un [bonus-malus](#) écologique en 2008 et l'essor de véhicules plus propres sur le marché, les émissions moyennes des véhicules particuliers immatriculés en 2011 (127,8g CO2/Km) seraient encore trop importantes pour atteindre l'objectif visé en 2012 (120g CO2/Km). Elles ont cependant chuté de plus de 20g de CO2/Km depuis 2006.

Energies renouvelables : elles doivent représenter 23% de l'[énergie finale](#) consommée en 2020 soit deux fois plus qu'en 2006. Elles n'en représentaient que 13,1% en 2011.

Les échecs

Fiscalité: selon le dernier rapport de la Cour des comptes, daté de janvier 2012, les recettes obtenues depuis l'institution du Grenelle se chiffrent à 1,27 milliard d'euros, pour près de 4 milliards de dépenses fiscales. Le bonus-malus écologique, mis en oeuvre en 2007, aurait à lui seul coûté à l'Etat 1,25 milliard d'euros entre 2008 et 2010. Toujours selon la Cour des comptes, la mise en place du bonus-malus aurait eu deux effets collatéraux : d'une part, l'utilisation de véhicules de petites tailles au détriment des transports collectifs, d'autre part, la densification du parc automobile induite par des prix d'achat moins élevés.

Emission de gaz à effet de serre : la France doit avoir baissé de 20% ses émissions de gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990. On en est encore bien loin, puisque ces fameuses émissions n'ont diminué que de 6,5% depuis cette date. Est-ce bien raisonnable, dès lors, d'envisager ce même objectif, que la France s'est engagée à promouvoir, à l'échelle de l'Union européenne ? Ou d'espérer ramener en 2050, à l'intérieur de nos frontières ces émissions au quart de ce qu'elles étaient en 1990?

Transport : la part du fret non routier et non aérien dans le fret total en 2010, soit 11,7% en tonnes par kilomètre, est encore trop éloignée de l'objectif établi pour 2020 (25%).

Bétonnage: la part des surface artificialisée dans la surface totale du territoire national doit se maintenir à son niveau de 2006, à savoir 8,4%, ou diminuer. Le béton mangeait presque en 2010 un point de plus que le niveau ciblé.



Parti radical : Borloo candidat à sa propre succession

Le président des Radicaux, Jean-Louis Borloo, a annoncé jeudi, dans un courrier aux présidents des fédérations de son mouvement, qu'il serait à nouveau candidat à la présidence du parti valoisien lors de son prochain congrès les 8 et 9 décembre. L'ancien ministre de l'Écologie préside le plus vieux parti de France depuis 2005, avec André Rossinot, et seul depuis 2007.

"Depuis 2009, nous avons parcouru un long chemin qui nous a permis de garantir l'indépendance politique et économique de notre parti. Ceci s'est notamment traduit par la constitution de deux groupes parlementaires autonomes et par une plus grande présence du PR dans le débat public", rappelle Jean-Louis Borloo dans son courrier, révélé par la chaîne LCP-AN. "Aujourd'hui, nous nous trouvons au milieu du processus qui doit conduire à la construction d'une nouvelle force politique progressiste et modérée, proposée par le Parti radical", constate le député du Nord en référence au lancement prochain d'un nouveau parti regroupant des centristes, des radicaux, des indépendants et des divers droite. "Sans cette force (...) le PR ne pourra pas reconquérir les collectivités et les territoires perdus depuis 2004", fait-il valoir en donnant pour mission à son parti "d'accélérer la recomposition du paysage politique" du pays. "Dans cette perspective, le PR a besoin d'unité et de stabilité", explique le patron des radicaux, qui dit avoir "accepté d'être à nouveau candidat à (sa) présidence" avec une équipe animée par l'actuel secrétaire général, Laurent Hénart, "le temps de mettre en place" la "nouvelle fédération". "Après avoir conquis l'indépendance de notre parti, elle (cette équipe, ndlr) aura pour but d'en faire le principal pilier de la recomposition d'un centre républicain, européen, social et écologiste capable de rivaliser avec son allié", affirme l'ancien ministre.

Sous l'impulsion de Jean-Louis Borloo, le parti de la rue de Valois a pris en mai 2011 son indépendance vis-à-vis de l'UMP avec lequel il était associé depuis la création du mouvement populaire en 2002. Il compte aujourd'hui 13 députés, 7 sénateurs et 3 eurodéputés.

Placé (EELV): Dans trois ans, ne plus rouler en diesel en ville

Jean-Vincent Placé, président du groupe EELV au [Sénat](#), a demandé vendredi, jour d'ouverture de la conférence environnementale, qu'il soit, dans trois ans, interdit de circuler avec des voitures diesel dans les grandes villes. Sur [Europe 1](#), l'élu de l'Essonne a approuvé la proposition en ce sens avancée par le député [PS Jean-Marie Le Guen](#).

"Il faut indiquer le cap, dans les trois ans, d'interdiction d'utilisation du diesel dans les grandes villes", a renchéri M. Placé. "Ce sont des mesures notamment européennes qui commencent à se mettre en place et nous, comme souvent, nous sommes à la traîne", a-t-il déploré.

Faut-il carrément interdire ce carburant ? "A terme oui, bien sûr", a répondu le responsable d'[Europe Ecologie-Les Verts](#). "Premièrement, il y a des niches fiscales qui favorisent le diesel dans notre pays et celles-là, il faut progressivement les supprimer. J'en ai parlé à [Jérôme Cahuzac](#)", ministre du Budget et "il n'a pas été très réceptif. Le débat parlementaire, j'espère, fera avancer la cause". Le sénateur écologiste a aussi pointé "la fabrication par [Peugeot](#) - sans vouloir les accabler- de voitures hybrides diesel". Ce sont "deux messages contradictoires ! Ca devient ridicule".



Une conférence hantée par le «Grenelle»

Il n'y a pas de tabou, tous les sujets peuvent être abordés : la ministre de l'Ecologie, Delphine Batho, l'a garanti. La conférence environnementale qui s'ouvre ce matin à Paris comporte cinq tables rondes thématiques - énergie, biodiversité, santé-environnement, fiscalité et gouvernance (*lire page suivante*) -, mais aucun sujet n'est interdit. En bref, on peut évoquer les questions qui fâchent comme l'exploitation des gaz de schiste, même si Delphine Batho l'a répété mercredi : *«la fracturation hydraulique restera interdite»* et *«nulle part au monde on n'a fait la démonstration qu'une autre technologie était possible»*. *«Ce ne sera pas comme lors du Grenelle, où il était interdit de parler du nucléaire et de la chasse»*, souligne-t-on au cabinet de la ministre.

«Agenda et budgets». Ouverte par François Hollande, la conférence environnementale est calquée sur la conférence sociale qui s'est tenue en juillet. Les débats se tiendront aujourd'hui et demain matin au Conseil économique, social et environnemental et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, conclura les travaux samedi. Autour de la table : les représentants du gouvernement, les ONG environnementalistes, les syndicats, les employeurs, les collectivités locales et les parlementaires. Au total, plus de 300 personnes.

Cinq ans après la grand-messe du Grenelle de l'environnement, tombées de haut après le mirage du «new deal» écologique de Nicolas Sarkozy, échaudées par l'absence de mise en œuvre, la plupart des ONG

abordent la conférence avec circonspection. «*Ouvrir des chantiers, ça ne suffit pas. Vu l'importance de la crise, on veut des signaux forts*», avertit François Veillerette, de Générations futures. Pour les Amis de la Terre, Martine Laplante juge «*indispensable qu'il y ait quelques décisions symboliques dès samedi. Notre base a été très déçue du Grenelle et est maintenant impatiente de voir un changement de politique*». Benoît Hartmann, de France Nature Environnement, réclame «*un agenda, avec des budgets en face*».

Du côté de Greenpeace, on a carrément hésité à participer, compte tenu de tous «*les mauvais signes envoyés par le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir : l'éviction de Nicole Bricq du ministère de l'Ecologie avec la reprise de forages pétroliers au large de la Guyane, les déclarations pronucléaires de Montebourg, l'ambiguïté sur les gaz de schiste...*» explique Sylvain Trottier. Mais après un sondage auprès de ses adhérents, Greenpeace a décidé de jouer le jeu «*au moins une fois en début de mandat*». «*Mais nous rappelons au gouvernement que la concertation ne fait pas une politique environnementale en soi. Il va devoir donner des gages de sa volonté d'une véritable transition écologique et énergétique*», prévient Jean-François Julliard, le directeur de Greenpeace.

Indice positif en revanche aux yeux des ONG : la présence aux débats de quatorze ministres dont Delphine Batho (Ecologie et Energie), Arnaud Montebourg (Redressement productif), Stéphane Le Foll (Agriculture), Pascal Canfin (Développement), Marisol Touraine (Santé), Cécile Duflot (Logement) et Jérôme Cahuzac (Budget). «*Les ministres les plus importants de cette conférence, [...] c'est peut-être plus Arnaud Montebourg ou Jérôme Cahuzac, juge d'ailleurs Benoît Faraco, de la Fondation Nicolas-Hulot. Car le principal échec du Grenelle de l'environnement a été le manque de moyens.*»

«**Effet de levier**». Du côté du ministère de l'Ecologie, on tente de se démarquer du précédent du Grenelle. Au risque de décevoir les attentes des ONG. «*Cette conférence est un point de départ pour définir une feuille de route du développement durable concernant tous les ministères, explique Batho. Ce sera un rendez-vous annuel, un processus durable qui engage tout le gouvernement.*» La feuille de route qui sortira des débats pourra «*parfois compter des mesures immédiates, parfois des chantiers de négociations*». Mais ce qui inquiète les ONG, c'est le contexte de crise économique et industrielle dans laquelle se sont enlisés la plupart des dossiers environnementaux depuis 2007. «*Dans la situation économique actuelle, il n'y a pas trente-six politiques qui peuvent jouer un effet de levier sur la croissance. Il y a la politique du logement, et tout ce que peut engager la transition écologique*», assure Delphine Batho.

Première sortie pour le nouveau tandem socialiste

Les futurs patrons du PS à la fête de l'Huma

Leur première sortie commune se fait à gauche. Trois jours après leur désignation par Martine Aubry et Jean-Marc Ayrault comme futurs patrons du PS, Harlem Désir et Guillaume Bachelay se rendront samedi à La Fête de l'Humanité. Le prochain premier secrétaire du PS et son numéro 2 seront à 14 heures au stand du conseil national du PCF, pour assister à l'adresse aux autres formations politiques que prononcera Pierre Laurent, chef des communistes. Désir et Bachelay iront au parc départemental de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) accompagnés de Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement et ministre des Droits des femmes.

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

Cinq ministres à La Courneuve

Cinq ministres du gouvernement Ayrault seront présents entre vendredi et dimanche à la fête de l'Humanité. La porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, participera à un débat sur son domaine de compétence ministérielle, le droit des femmes, tout comme Frédéric Cuvillier (Transports) et George Pau-Langevin (Réussite éducative). Dominique Bertinotti (Famille) et Yamina Benguigui (Francophonie) sont aussi annoncées au Parc départemental de La Courneuve. A titre de comparaison, dix ministres avaient pris date pour l'université d'été du Medef.

III Politique

L'ancien ministre socialiste Jean-Louis Bianco arrête la politique

L'ancien ministre socialiste, actuel président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence et ancien député, [Jean-Louis Bianco](#), âgé de 69 ans, a annoncé lors d'une conférence de presse à Digne, jeudi 13 septembre, qu'il arrêta la vie [politique](#).

"Je souhaite [passer](#) plus de temps avec ma femme, mes enfants et mon petit-fils. Il faut [savoir passer](#) la main, à d'autres désormais de [reprendre](#) le flambeau", a déclaré le secrétaire général de l'Elysée de 1982 à 1991. "J'ai décidé de [renoncer](#), à [compter](#) du 1^{er} octobre, à mon mandat de [conseiller](#) général et à ma fonction de président du conseil général", a-t-il précisé, soulignant qu'il était "engagé dans l'action militante depuis [son] plus jeune âge, dans la vie politique depuis plus de trente ans".

En janvier, il avait annoncé qu'il ne solliciterait pas un nouveau mandat de député et qu'il soutiendrait la candidature de son suppléant [Gilbert Sauvan](#), premier secrétaire de la fédération du PS dans les Alpes-de-Haute-Provence. Ce dernier avait été élu le 17 juin avec 58,60 % des voix.

PRINCIPAL SOUTIEN DE SÉGOLÈNE ROYAL

Né à Neuilly-sur-Seine, dans les Hauts-de-Seine, en 1943, marié et père de trois enfants, Jean-Louis Bianco a été secrétaire général de l'Elysée de 1982 à 1991, puis ministre des affaires sociales du gouvernement Cresson et ministre de l'équipement du cabinet Bérégovoy. [Conseiller](#) régional de 1992 à 1998, il était entré en 1994 à l'assemblée départementale – qu'il préside depuis mars 1998 – et avait conquis la mairie de Digne-les-Bains en 1995, avant d'en démissionner en 2001 pour cause de cumul des mandats.

Au sein de la direction du [Parti socialiste](#), il était le principal soutien de Ségolène Royal et a défendu sa candidature à la primaire citoyenne de 2011 organisée par le PS et le PRG, après [avoir](#) été son codirecteur de campagne lors de l'élection présidentielle de 2007. A la suite de la défaite de Ségolène Royal au premier tour de la primaire, comme elle, il s'engage en faveur de [François Hollande](#).

Moscovici demande à la Grèce de poursuivre ses réformes avec détermination

Le ministre des finances français, [Pierre Moscovici](#), en visite à Athènes, jeudi 13 septembre, a demandé à la Grèce de [continuer](#) avec "*détermination*" à procéder aux réformes qu'elle s'est engagée à [mener](#), après des entretiens avec le premier ministre conservateur, [Antonis Samaras](#), et les ministres des finances, [Yannis Stournaras](#), et du développement, [Costis Hadzidakis](#).

Interrogé sur le souhait de la Grèce d'[obtenir](#) un délai supplémentaire de la part de ses créanciers, [Union européenne](#) (UE) et Fonds monétaire [international](#) (FMI), pour [redresser](#) ses comptes, le ministre a répondu qu'il y avait "*un préalable, qu'on parvienne avec détermination : que les efforts demandés soient effectivement effectués*". "*Après cela, il faut que l'ensemble des dimensions qui peuvent [concerner](#) l'affaire de la Grèce soit ouvert*", a-t-il souligné, avant de réaffirmer le souhait de Paris de [voir](#) la Grèce [rester](#) dans la zone euro.

Le gouvernement grec réclame en effet un sursis supplémentaire pour [atteindre](#) l'objectif d'ajustement budgétaire en principe fixé à 2014. Paris est considéré comme favorable à cette demande – qui doit être discutée au sommet européen des 18 et 19 octobre –, tout comme le FMI, qui a souligné jeudi qu'il y avait de "*bons arguments*". En contrepartie, partenaires et prêteurs exigent qu'Athènes adopte un train d'économies de 11,5 milliards d'euros pour 2013 et 2014 et passe aux actes pour le chapitre des réformes structurelles, maintes fois promises mais en souffrance.

ATHÈNES DOIT [CONVAINCRE](#) DE SA VOLONTÉ

Lors d'un entretien au quotidien *Kathimérini* publié jeudi matin, le ministre français avait déjà souligné la volonté de Paris d'"*aider*" la Grèce, à condition que celle-ci mette en pratique ses engagements de redressement. "*Nous voulons [aider](#), mais cela n'est possible que si la Grèce convainc ses partenaires européens non seulement qu'elle a la volonté, mais aussi qu'elle prend et applique les décisions requises*", a-t-il affirmé.

Pour M. Moscovici, il n'est pas exclu que la poursuite de "*l'aide*" européenne prenne la [forme](#) d'une restructuration des obligations grecques détenues par la BCE. Cette option figure parmi celles discutées au sein de la zone euro pour [maintenir](#) le cap du redressement grec, en dépit du dérapage du programme UE-FMI appliqué au pays depuis 2010 en contrepartie de prêts promis de 340 milliards d'euros.

La survie de la Grèce dépend de fait de la reprise du versement des prêts gelés depuis des mois, avec une tranche attendue de 31,5 milliards d'euros, et la situation de son économie doit être examinée notamment lors de la réunion, au début d'octobre, des ministres des finances de la zone euro.

LE TAUX DE CHÔMAGE A DOUBLÉ DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE DE LA DETTE

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

La Grèce doit en outre [faire](#) face à un taux de chômage qui a doublé depuis le début de la crise de la dette, en 2010, quand il n'était encore "que" de 11,8 % au deuxième trimestre. C'est le constat dressé jeudi par l'Autorité des statistiques grecques (ASE), qui révèle que l'aggravation du chômage dans le pays s'est poursuivie au deuxième trimestre, atteignant 23,6 % contre 22,6 % au trimestre précédent.

Le chômage frappe en premier lieu les jeunes entre 15 et 24 ans, dont plus d'un sur deux était sans [emploi](#) (53,9 %) au deuxième trimestre. Les femmes de cette tranche d'âge sont les plus touchées, à 62,1 %. Quant aux jeunes entre 25 et 29 ans, ils sont 36,8 % à être au chômage. Mais selon l'ASE, "les plus hauts taux de chômage sont enregistrés parmi les personnes non scolarisées (35,8 %), suivis de ceux qui n'ont terminé que le lycée ou un enseignement technique (26 %)". A contrario, les diplômés des universités et du troisième cycle sont les moins touchés, à 16,2 %.

L'aggravation du chômage est due à l'austérité imposée au pays par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange de prêts internationaux depuis 2010 et à la récession qui en résulte frappe la Grèce pour la cinquième année consécutive. Le produit intérieur brut devrait encore [chuter](#) de près de 7 % en 2012, tandis que la reprise n'est prévue qu'en 2015, selon une récente étude ordonnée par le gouvernement.

La Grèce va rembourser 184 millions d'euros d'obligations à des créanciers privés

La Grèce remboursera jeudi 13 septembre, à échéance, des obligations souveraines d'un montant de 184 millions d'euros que ses détenteurs privés ont refusé d'effacer lors de l'opération de restructuration de la dette détenue par des créanciers privés (PSI), selon le site financier capital.gr.

Ces créances font partie des obligations de 6,4 milliards d'euros à des échéances variables détenues par les prêteurs privés qui avaient refusé d'assumer volontairement des pertes de plus de 70 % sur leurs titres en participant l'hiver dernier à l'opération de restructuration d'une partie de la dette souveraine grecque.

LE FIGARO · fr

Martine Aubry ou la tentation de... Lille

La première secrétaire a créé la surprise en annonçant qu'elle quittait la direction du PS dès cette semaine.

Coup de Jarnac, coup de blues ou coup d'éclat pour un «départ en majesté»? [Martine Aubry](#) a créé la surprise jeudi matin, en annonçant sur France 2 qu'elle abandonnait son poste de première secrétaire dès cette semaine, avant même que les militants socialistes aient pu entériner la prise de fonction d'Harlem Désir, son successeur. «Je laisse la place, je passe le témoin, a expliqué la maire de Lille. Le parti est sur de bons rails, dans de bonnes mains. C'est aussi une façon de montrer qu'il ne faut pas s'accrocher. Il y a

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

tellement de gens qui s'accrochent, en considérant que seuls eux peuvent faire!», a justifié la première secrétaire.

[Harlem Désir](#), qui répète qu'il tirera sa «légitimité» du vote des militants (les 11 et 18 octobre), devra donc s'installer dès lundi dans le vaste bureau du premier secrétaire, rue de Solferino. «Je respecte sa décision, a lancé l'intéressé. J'assurerai comme je l'ai fait pendant les primaires l'intérim et la préparation de notre congrès.»

La décision d'Aubry a surpris les socialistes, déjà échaudés par le processus de désignation du premier secrétaire, [qui a traîné en longueur et en tractations jugées par beaucoup «opaques»](#). «C'est le point final à un processus qui a été marqué par une grande indifférence aux militants, s'emporte le sénateur PS de la Nièvre Gaëtan Gorce. Les militants vont se dire: “on installe Désir avant le vote, Martine se moque de nous!”»

«Ça s'appelle un bras d'honneur»

Comme souvent dès qu'il s'agit de la maire de Lille - décrite par beaucoup comme «impulsive», «orgueilleuse» et «difficile à décrypter» - les socialistes s'interrogeaient jeudi sur la signification à donner à ce départ précipité, avant le congrès de Toulouse. Pour certains, la première secrétaire n'aurait pas été pleinement satisfaite de la manière dont les négociations sur le choix de son successeur se sont déroulées. Elle aurait claqué la porte pour le manifester. «C'est typique de Martine, elle envoie tout péter d'un coup, sourit un dirigeant du PS. Elle avait dit à Cambadélis qu'elle le soutiendrait puis elle l'a lâché. La fin n'est pas glorieuse et elle le sait. Hollande et les ministres ont réussi à l'enfermer, avant de la faire plier. Elle n'est pas contente et elle le manifeste.» «Ça s'appelle un bras d'honneur, ajoute un hiérarque. Elle dit: “débrouillez-vous!”»

Les proches de la première secrétaire démentent ce scénario. Ils répètent que l'intéressée avait «toujours dit» qu'elle partirait quand «les conditions seraient réunies». «Cette décision a été prise de longue date, assure son ami, le ministre François Lamy. Sa mission était remplie.» Même analyse pour la sénatrice Laurence Rossignol: «Ça lui ressemble: quand c'est à faire, elle fait, quand c'est fait, c'est fait.» Le député Philippe Martin va plus loin, y voyant une manifestation d'«élégance»: «Elle a pris ses fonctions de première secrétaire à la Mutualité dans une ambiance morose (après le congrès orageux de Reims, en 2008, NDLR), elle termine par une standing ovation, jeudi au conseil national, dans la même salle, après avoir rempli sa mission. Que peut-elle espérer de mieux?»

Reste à savoir quelles marges de manœuvre son choix de quitter le PS pour retrouver Lille lui laissera dans les mois qui viennent. Aubry jure qu'elle continuera à peser. «Une fois qu'elle sort du dispositif, c'est mort», prédit au contraire un cacique. «Personne n'imagine que Martine prendra sa retraite et regardera la politique du haut du Beffroi!», défend Rossignol. En se mettant en retrait, la maire de Lille peut surtout espérer se poser en recours, alors que le premier ministre est déjà critiqué. Quoi qu'il en soit, elle renoue avec «une forme de liberté», dicit un proche. «Ça fait des mois qu'elle en a ras le bol, assure un conseiller. Elle est rincée. Elle considère que tout est réglé. Elle tire sa révérence.» «Elle en avait plein les bottes, confirme un député PS. Comme Lionel Jospin l'avait dit en quittant le PS en 1988: pour elle, c'est “bonjour la vie”!»

Le Front de gauche recrute contre le traité européen

Mélenchon et Laurent vont profiter de la Fête de l'Huma pour élargir la protestation contre l'adoption de la règle d'or.

«Nous affirmons aux yeux de toute l'Europe la permanence d'un refus qui s'est constitué dès 2005 et qui s'est, depuis, sérieusement approfondi.» Certes, [Jean-Luc Mélenchon](#) a échoué à entrer à l'Assemblée nationale en juin. Mais ces temps-ci, l'ex-candidat du [Front de gauche](#) à la présidentielle ne doit pas regretter son siège au Parlement européen, base arrière privilégiée pour lutter contre le [traité européen](#) sur la stabilité, la coordination et la gouvernance. Viscéralement opposée à ce «mécanisme» qui «impose l'austérité» et met à mal «la souveraineté populaire», la gauche radicale demande l'organisation d'un référendum et constitue un bloc auquel elle espère agréger, lors de la manifestation nationale du 30 septembre, les élus écologistes et de la gauche du PS qui se sont prononcés contre le traité.

Tous vont déjà se retrouver ce week-end à la Fête de l'Humanité, en Seine-Saint-Denis. Une formidable caisse de résonance. Comme l'indique le directeur du journal communiste et député européen Patrick Le Hyaric, cette fête, outre son côté artistique avec Patti Smith en vedette, est animée cette année autour de trois axes: «contre l'austérité, contre les plans gravissimes de licenciement et en faveur d'une consultation populaire sur le traité européen».

Sur son [blog](#), une agora virtuelle à laquelle participe toute une communauté de militants, Jean-Luc Mélenchon ferraille depuis plusieurs semaines contre «l'opération d'enfumage permanent à laquelle se livrent les partisans du traité», le chef du gouvernement Jean-Marc Ayrault en première ligne. «J'affirme, dit Mélenchon, que tout est fait pour empêcher que “qui-que-ce-soit” puisse se saisir en connaissance de cause du problème posé par ce texte.»

Quitte à froisser ses pairs, comme Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lorsqu'il a choisi la date du 30 septembre pour la manifestation, sans l'avoir préalablement négociée, l'eurodéputé veut porter le flambeau d'une lutte qu'il inscrit dans la suite du «non» au traité européen de 2005. Cette victoire avait participé à la fondation du Front de gauche, comme le rappelle Éric Coquerel dans son livre très documenté, *Au cœur du Front de gauche* (Éditions Arcane 17). «Comment Jean-Marc Ayrault peut-il affirmer que l'indépendance budgétaire du pays est préservée quand le texte du traité prévoit, à son article six, que tous les programmes d'emprunts d'État doivent d'abord être soumis à l'approbation de la Commission européenne?», s'indigne Mélenchon qui, dans [Libération](#) de mercredi, n'y allait pas par quatre chemins: «Quand Ayrault dit que Hollande a fait bouger les lignes du traité “Merkozy” , il ment.»

Pierre Laurent veut tout autant «faire reculer l'austérité mortifère», lui aussi. Le numéro un communiste s'est indigné du «silence insupportable» du chef de l'État sur le traité lors de son interview télévisée, dimanche dernier. «Les forces opposées à l'austérité sont très larges et la bataille se poursuivra jusqu'à obtenir des renoncements et des reculs significatifs», prévient Pierre Laurent, qui se réjouit d'entrer au Sénat le 19 octobre - à la place de Nicole Borvo - pour y mener la bataille législative avec les députés communistes. Avec eux, une poignée de parlementaires PS comme les députés Jérôme Guedj (Essonne) et Pascal Cherki (Paris) ou la sénatrice parisienne Marie-Noëlle Lienemann. Celle-ci participe vendredi à une table ronde à la

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

Fête de l'Huma pour des «états généraux de la refondation européenne». Avec, entre autres, François Delapierre, bras droit de Jean-Luc Mélenchon.



La Cour des comptes s'inquiète pour la Sécurité sociale

Le déficit 2012 sera plus élevé que prévu et le système de retraites loin d'être à l'équilibre en 2018, met en garde la Cour des comptes.

Pour redresser la situation, l'institution appelle à de profondes réformes et suggère de remettre en cause certains avantages accordés aux retraités.

Quel est l'état de santé de la Sécurité sociale ?

Dans son rapport annuel consacré à la Sécurité sociale et rendu public hier, la Cour des comptes tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Le déficit fin 2012 du régime général devrait atteindre 14,7 milliards d'euros, soit presque un milliard de plus que l'objectif fixé. En y ajoutant le fonds de solidarité vieillesse, le trou se creuse à 20,9 milliards d'euros.

Certes, c'est moins que le record atteint en 2010 de 28 milliards d'euros. Mais le déficit se résorbe moins vite que prévu et son existence même demeure « *une anomalie et une injustice pour les générations futures* », insiste Didier Migaud. Le premier président de la Cour souligne également que les deux tiers de ce déficit ne doivent rien à la crise et que nos voisins sont presque tous parvenus à équilibrer leur système de protection sociale.

Si aucune mesure nouvelle n'est prise, 60 milliards d'euros de déficit supplémentaires risquent de venir s'ajouter aux 60 milliards déjà prévus d'ici à la fin de la décennie. Or, rien n'est prévu pour financer ce nouveau fardeau, et la Cour estime qu'il faudrait d'ores et déjà augmenter la CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale) de 0,50 % à 0,56 % rien que pour faire face à la dette déjà accumulée.

Quels remèdes prescrit la Cour ?

L'assurance-maladie et les retraites étant incontestablement les deux grands malades du système, la Cour leur prescrit une ordonnance vigoureuse. Pour la branche santé, les magistrats ont tracé un plan de redressement limitant à 2,35 % par an la progression des dépenses afin de retrouver l'équilibre en 2019. Une modération qui va à l'inverse de la politique actuelle du gouvernement, qui a relevé l'objectif d'augmentation de 2,5 % à 2,7 %, et qui nécessiterait donc de procéder à des coupes dans les dépenses. La Cour des comptes en suggère plusieurs, sur les transports médicaux, le contrôle des arrêts de travail (alors que 10 % des médecins en prescrivent trois fois plus que la moyenne !) ou les dépassements d'honoraires.

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

La question des retraites est tout aussi préoccupante, malgré la réforme de 2010. En 2018, la branche vieillesse sera loin d'être à l'équilibre comme escompté mais en rouge de « 9 milliards » d'euros, met en garde la Cour, qui pousse le gouvernement à amplifier les réformes.

S'il faut des ressources nouvelles, Didier Migaud suggère de regarder du côté des avantages bénéficiant aux retraités, puisque ceux-ci sont « *en moyenne plus favorisés économiquement que les actifs* ». Les « niches » fiscales et sociales qui leur sont accordées (taux de CSG réduit, abattement à l'impôt sur le revenu...) pèsent 12 milliards d'euros par an, souligne le rapport. Mais, comme l'a maintes fois souligné Didier Migaud, sur ce sujet comme sur le reste, « il revient aux autorités politiques de faire les choix ».

La Poste annonce 5.000 embauches d'ici à 2014

La Poste a fait savoir qu'elle entend recruter « *15.000 personnes sur la période 2012-2014 au lieu des 10.000 initialement prévus* », suivant ainsi les recommandations de l'ex-secrétaire général de la CFDT Jean Kaspar, chargé d'un rapport sur les conditions de travail à la suite de deux suicides.

Selon la direction du groupe, qui emploie quelque 240.000 personnes, l'ensemble de ces recrutements se fera en contrat à durée indéterminée (CDI). La Poste précise qu'elle entend embaucher « *dès 2012, 1.000 jeunes supplémentaires et 2.000 pour chacune des années 2013 et 2014, en privilégiant l'alternance* ».

Les départs naturels, estimés entre 8 et 10.000 par an, selon la direction, ne seront pas compensés par ces embauches qui reviennent à remplacer environ un départ sur deux.

Passer de l'exaspération à la colère

Pour les deux premiers syndicats du groupe, la CGT et SUD, ces annonces sont loin de répondre aux attentes des postiers, qui ont vu les effectifs diminuer fortement ces dernières années. « *On est en train de passer de l'exaspération à la colère* », a réagi Bernard Dupin (CGT) auprès de l'AFP, soulignant qu'il aurait fallu « *arrêter cette hémorragie* » avec « *des soldes négatifs chaque année* ».

« *C'est de nouveau de la poudre aux yeux!* », a renchéri Régis Blanchot (SUD), relevant que « *la commission Kaspar avait été mise en place parce qu'il y avait un tel mal-être à La Poste qu'il s'est traduit par des actes irréversibles* ». Il a jugé la réponse « *à mille lieux des attentes et des besoins des postiers* ».

Le syndicaliste note que le PDG a suivi les recommandations du président de la commission, mais relève ironiquement que « *M. Kaspar était payé par M. Bailly* ».

Passer de 30 coups de marteau par jour à 5

Régis Blanchot rappelle qu'en 2010, le groupe a connu 11.700 suppressions de postes et environ 10.000 l'année suivante. « *C'est vrai qu'il y a moins de suppressions d'emplois sauf qu'il n'y a plus de marge du tout* », a-t-il souligné. Selon lui, « *à force de gratter, on arrive à l'os* ».

« *Il faut raisonner en terme de solde* », a abondé Jacques Dumans (FO). « *Si vous êtes condamné à 30 coups de marteau par jour et qu'on ne vous en donne plus que cinq, c'est mieux!* », a-t-il ajouté avec un humour

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

teinté d'amertume. Les syndicats doivent se retrouver lundi pour décider de la suite à donner à ces annonces. Selon Régis Blanchot, *«un mouvement de grève est nécessaire»*.

« S'appuyer sur le dialogue social »

Le malaise social à La Poste avait éclaté au grand jour après le suicide sur leur lieu de travail de deux cadres en Bretagne le 29 février et le 11 mars. Le PDG du groupe Jean-Paul Bailly avait alors lancé un *«grand dialogue»* et chargé la commission présidée par Jean Kaspar de faire un diagnostic et des propositions. Ce rapport, présenté mardi 11 septembre, suggérait de *«desserrer les contraintes sur les effectifs»*, Jean Kaspar estimant qu'il fallait recruter 4.500 à 5.000 personnes.

Le rapport soulignait également la nécessité de *«rééquilibrer le pilotage de l'entreprise»*, *«de faire évoluer son modèle social»* et de *«s'appuyer largement sur le dialogue social pour conduire le changement»*.

La Poste indique que Jean-Paul Bailly *«partage ce diagnostic»* et *«a décidé de proposer aux organisations syndicales une négociation rapide et globale sur l'ensemble de ces points»*. Des déclarations auxquelles la CGT a répondu par un commentaire lapidaire : *«beaucoup de verbiage»*.

« Souffler un peu »

Les 5.000 recrutements supplémentaires d'ici 2014 annoncés par La Poste permettront à ses salariés de *«souffler un peu»*, après des années de réorganisations éprouvantes, a estimé vendredi 14 septembre Fleur Pellerin, ministre déléguée aux PME, à l'innovation et à l'économie numérique.

La Poste *«doit réfléchir à son avenir»* mais cela ne *«passe pas par de la restructuration brutale»*, a déclaré la ministre sur la radio RTL. *«Nous considérons aujourd'hui que les réorganisations doivent se faire avec davantage de nouveaux recrutements»*, a-t-elle ajouté.

LesEchos.fr

Baisse de 5,5% des créations d'entreprises en août

Le nombre de créations d'entreprises en France est en recul en août, à 41.715, en raison notamment de la baisse des demandes d'auto-entrepreneurs.

Les créations d'entreprises en France ont reculé de 5,5% en août par rapport au mois de juillet, du fait principalement de la baisse des demandes d'auto-entrepreneurs, a annoncé vendredi l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Cette baisse est en partie compensée par les créations hors auto-entrepreneurs, en hausse de 2,7% en données corrigées des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables, [a précisé l'Insee dans un communiqué](#).

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

Au total, 41.715 entreprises ont été créées en août, dont 20.987 entreprises d'auto-entrepreneurs (en données brutes). Les demandes de création d'auto-entreprises, statut entré en vigueur en 2009, étaient de 23.966 en juillet.

Le nombre cumulé de créations de sociétés au cours des trois derniers mois, par rapport à la même période de 2011, est en hausse de 6,9%. Les secteurs qui contribuent le plus à cette hausse sont la construction et le poste « enseignement, santé, action sociale », précise l'Insee.

Au cours des douze derniers mois, les créations d'entreprises ont reculé de 1,0%. Sur les huit premiers mois de l'année 2012, on enregistre, en données brutes, 208.348 demandes de création d'auto-entreprises. Ces demandes représentent un peu plus de la moitié des créations (374.039), a ajouté l'Insee.



Imposition des retraités: revue des mesures préconisées par la Cour des comptes

La Cour des comptes considère que l'objectif de rattrapage des revenus des retraités par rapport aux actifs est atteint. Elle propose donc dans son dernier rapport une hausse de leur imposition. Revue des mesures proposées et de leurs gains escomptés.

Dans son dernier rapport sur la sécurité sociale, la Cour des comptes préconise de faire davantage participer les retraités à la solidarité nationale. D'après la Cour des comptes, les différentes niches fiscales et sociales qui s'appliquent aux retraités représenteraient **un manque à gagner de 12 milliards d'euros pour l'État et la sécurité sociale**. Or, les revenus des têtes blanches sont désormais légèrement plus élevés que ceux des actifs, et leur patrimoine beaucoup plus. Selon le président de la Cour Didier Migaud, "les retraités sont dans une situation financière plus favorable que les actifs, notamment les jeunes." Et l'objectif de ces avantages, qui était de réduire l'écart avec les actifs "est atteint." Revue des mesures préconisées par la Cour des comptes :

- Supprimer progressivement **l'abattement de 10%** alors qu'ils n'ont plus de frais professionnels (gain de **2,7 milliards d'euros**).
- Supprimer progressivement **l'exonération des majorations de pensions pour les parents de 3 enfants** (gain de **800 millions d'euros**).

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

- **Aligner le taux de CSG appliqué aux pensions de retraite sur celui des actifs.** Ce qui soumettrait les 7,9 millions (49%) de retraités aujourd'hui assujettis à une CSG de 6,6% à un taux de 7,5% (gain de **1,2 milliard d'euros**).
- Les 585.000 particuliers employeurs de 70 ans et plus qui bénéficient d'une **exonération de cotisations patronales**, se la verraient supprimée (gain escompté de **380 millions d'euros**).

Les retraités aux pensions les plus modestes et actuellement soumis à une CSG à 3,8% ne seraient pas imposés davantage.

En contrepartie, la Cour des comptes demande à ce que le minimum vieillesse, à 777,16 euros actuellement et qui concerne près d'un million de personnes dont 55% de femmes, soit relevé. En 2011, le minimum vieillesse a coûté 3 milliards d'euros financés par le Fonds de sécurité vieillesse (FSV). Le revenu moyen d'un retraité en France en 2010 était de 1216 euros par mois selon [l'Insee](#).

Michel Sapin envisage plus de cotisations pour les retraités aisés

PARIS (Reuters) - Le ministre du Travail Michel Sapin a laissé entendre vendredi que les cotisations sociales des retraités les plus aisés pourraient être alignées sur celles de salariés.

Interrogé sur BFM TV et RMC, il a exclu toutefois que tous les retraités soient concernés, alors que la Cour des comptes a invité le gouvernement, dans un rapport publié jeudi, à revenir sur certains avantages dont ils bénéficient comme l'abattement fiscal de 10% sur les pensions.

"On ne peut pas traiter tous les retraités de la même manière", a dit Michel Sapin.

"Il y a M. (Bernard) Arnault, qui va peut-être bientôt être en retraite et à mon avis il ne va pas toucher 1.000 euros par mois et puis il y a ceux qui sont au minimum vieillesse, à 1.000 euros par mois", a-t-il ajouté dans une allusion au PDG du groupe de luxe [LVMH](#), une des plus grandes fortunes de France, soupçonné de vouloir s'exiler fiscalement en Belgique.

"Je pense qu'on peut s'orienter vers quelque chose qui permette aux plus aisés des retraités d'avoir des cotisations de même niveau que les plus aisés des salariés, je pense qu'il faut travailler à cela", a encore dit Michel Sapin.

Interrogée sur Europe 1, la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a déclaré pour sa part que "les retraites ne sont pas intouchables".

"Je crois que nous devons revoir la fiscalité dans son ensemble et c'est dans ce cadre-là que nous pouvons envisager une remise à plat de la contribution de chacun", a-t-elle indiqué.



Aurélie Filippetti : "le patrimoine, c'est notre histoire commune"

Où serez-vous pour le lancement des Journées Européennes du Patrimoine ?

Ce matin, je vais lancer les Journées du Patrimoine du haut de la Cathédrale Saint-Etienne de Metz, plus précisément de la Tour de la Mutte, actuellement en cours de restauration par les services des monuments historiques.

Pourquoi avez-vous choisi la Lorraine ? Parce que c'est votre région ? Parce qu'elle en a particulièrement besoin ?

Parce que le thème de cette année, c'est le patrimoine caché, une invitation à découvrir des lieux auxquels les gens ne pensent pas spontanément. Et dans ce domaine la Lorraine est riche d'un patrimoine varié : des monuments mais aussi du patrimoine industriel et rural, ainsi que des habitations comme la maison de Jean Prouvé ou la Villa Majorelle à Nancy que je vais visiter ce week-end.

Vous préparez un projet de loi sur le patrimoine. Quel est son objectif ?

La France est l'un des pays d'Europe les plus richement dotés en patrimoine. Ca représente donc beaucoup d'emplois dans la restauration et l'entretien des bâtiments, mais aussi dans le tourisme. Dans le projet que j'espère présenter d'ici un an, il y aura notamment un volet sur les secteurs protégés de nos villes. Nous avons une législation unique au monde, qui a permis de sauver de nombreux trésors urbanistiques, et qu'il convient de mettre à jour. Le projet de loi se penchera également sur la situation des fouilles archéologiques et des archives. Pour moi il y a dans tout ça enjeu de citoyenneté. Visiter un château, une école, une église, c'est marquer son attachement à notre pays, c'est une manière de s'inscrire dans notre histoire commune.

Qu'est-ce qui menace le plus le patrimoine français aujourd'hui ?

La plus grande menace, ce sont les vols et les pillages. Samedi je vais présenter des objets et des statues qui ont été volés dans des églises en Auvergne et en Normandie et qui ont été récupérés grâce à une collaboration policière entre la France et la Belgique. L'autre menace, c'est la volonté parfois de trop aménager le patrimoine, de considérer qu'il pourrait être un obstacle au développement économique. C'est tout l'inverse ! Le patrimoine, c'est du développement économique. Lorsqu'on le protège, on ne "muséifie" pas le pays : on le fait fructifier. Il y a aussi toute la question du patrimoine privé, notamment à Paris avec certains hôtels classés, rachetés par des milliardaires qui ont fait des travaux un peu "problématiques" du point de vue de nos normes de protection.

Depuis la rentrée le gouvernement demande aux ministères de faire des économies. Est-ce que dans le domaine du patrimoine, il va falloir faire des choix ?

La contrainte budgétaire est forte et je suis quelqu'un de responsable. Je ne veux pas que la culture soit toujours assimilée à la dépense. Maintenant on constate que lorsqu'on investit 700 millions d'euros par an dans le patrimoine, ça en rapporte 20 milliards en matière de tourisme, etc. C'est donc quelque chose de rentable.

Fédération Départementale des Elus Socialistes et Républicains

FDESR du Pas de Calais

Attendez-vous encore des arbitrages de la part de Matignon ?

Les budgets seront ceux d'une période que le Président de la République et le Premier ministre ont défini comme une période de redressement. Nous avons deux ans pour ça et j'espère que sera un redressement autant créatif que productif !